

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Première session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 8 - 10 février 2000

PROJETS SOUMIS À L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Point 7 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2000/7-B/3

7 janvier 2000

ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT— INDONÉSIE 6195.00

Aide alimentaire en faveur des pauvres des villes touchés par la crise économique

Nombre de bénéficiaires	2,4 millions
Durée du projet	18 mois (1er avril 2000– 30 septembre 2001)

Coût (dollars E.-U.)	
Coût total pour le PAM	62 071 426
Coût des produits alimentaires pour le PAM	44 340 000

RÉSUMÉ

Le PAM a mis fin à son programme ordinaire en Indonésie en 1996, car l'amélioration de la situation économique avait permis d'atteindre l'auto-suffisance en céréales et de faibles taux de pauvreté absolue. Cependant, les effets d'une grave sécheresse et de la crise économique ont amené le PAM à lancer une opération d'urgence en août 1998.

Les pluies assez bonnes de la dernière campagne agricole ont amélioré les disponibilités alimentaires des populations rurales dans la majorité des régions du pays. Avec une population de 210 millions d'habitants, l'Indonésie importe actuellement environ six millions de tonnes de céréales, par des voies commerciales ou sous forme d'aide alimentaire.

On signale une amélioration relative de la situation économique, mais il faudra probablement encore plusieurs années avant que les pauvres des villes n'en ressentent les effets. L'impact social de la crise sur les citoyens pauvres reste extrêmement préoccupant. D'après de récentes enquêtes, 49 millions de personnes vivent en deçà du seuil de pauvreté, et consomment moins de 75 pour cent de la ration calorique minimale recommandée. Parmi les groupes vulnérables, l'émaciation, la morbidité et l'anémie sont des problèmes graves, principalement dus à une mauvaise alimentation. Les femmes enceintes et les enfants sont considérés comme des catégories à haut risque. Il existe un risque sérieux de diminution du développement intellectuel pour l'avenir, et de génération sacrifiée. Les conflits sociaux, ethniques et politiques font de nombreux morts et entraînent le déplacement de milliers de personnes dans beaucoup de provinces. Faute d'une politique de sécurité alimentaire et d'un filet de sécurité sociale efficace, les pauvres et les vulnérables sont encore sans protection. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) fournira une aide alimentaire à un effectif total de 2,4 millions de bénéficiaires, principalement composé de femmes et d'enfants. L'assistance du PAM sera utilisée pour satisfaire les besoins de consommation immédiats en s'attaquant à la faim héréditaire et pour mettre en place des mécanismes de protection à long terme pour la population vulnérable. Compte tenu de la capacité inadéquate et des contraintes opérationnelles du Gouvernement indonésien, les organisations non gouvernementales (ONG) joueront un rôle clé dans l'exécution du projet. Les ONG sélectionnées seront chargées de l'identification des bénéficiaires et géreront librement les ressources du projet, leur distribution et l'établissement des rapports. Le PAM leur fournira un appui essentiel pour l'exécution et le suivi du projet.

L'IPSR est l'aboutissement de consultations approfondies entre le gouvernement, les principaux donateurs d'aide alimentaire et le PAM. Les donateurs ont annoncé leur intention de soutenir les activités du PAM en Indonésie dans le cadre de l'IPSR. Comme son prédécesseur, le gouvernement actuel s'est engagé à payer sa part des coûts et à remplir ses autres obligations liées au projet, en prenant les dispositions administratives nécessaires à cet effet.

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Région Asie et Europe orientale (OAE) J. Cheng-Hopkins tel.: 066513-2209

Coordonnateur principal de programmes (OAE) T. Lecato tel.: 066513-2399

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 066513-2645).



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
BAPPENAS	Organisme national de planification du développement
BasD	Banque asiatique de développement
BULOG	Organisme national de logistique
CAA	Comité d'aide alimentaire
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation non gouvernementale
OPK	<i>Operasi Pasar Khusus</i> (opération spéciale de marché)
OPSM-PAM	<i>Operasi Pasar Swadaya Masyarakat</i> (opération de marché à but social)
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
TIEM	Transport intérieur, entreposage et manutention
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UGP	Unité de gestion du projet
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail



CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1. L'Indonésie a été soumise à des pressions économiques, sociales et politiques sans précédent, du fait de la forte sécheresse qui a dévasté le pays il y a deux ans et de la crise économique persistante. Le puissant phénomène El Niño du début de l'année 1997 a provoqué une grave sécheresse dans de nombreuses régions du pays. Simultanément, l'Indonésie a été entraînée dans une crise économique régionale qui a provoqué un doublement des prix alimentaires, des troubles politiques et, au bout du compte, une diminution des salaires et des revenus réels, des restrictions généralisées et une augmentation du chômage. Plusieurs millions de personnes se sont retrouvées au bord de la famine, avec des ressources inférieures au seuil de pauvreté.
2. Le PAM a mis fin à son programme ordinaire en Indonésie en 1996, car la situation économique et la sécurité alimentaire s'étaient considérablement améliorées pendant les années 90. Toutefois, le gouvernement ayant adressé au PAM une demande d'assistance et une mission conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du PAM ayant confirmé une mauvaise récolte et la situation précaire de la sécurité alimentaire, une opération d'urgence (opération d'urgence 6006.00) a été approuvée en avril 1998. Dans le cadre de cette opération, 231 300 tonnes de riz et 17 000 tonnes d'aliments composés, d'un coût de 111,60 millions de dollars E.-U, ont été fournis pour venir en aide à 6,2 millions de personnes. Aux fins de cette opération d'urgence, le bureau du PAM a été rouvert en mai 1998 et la première distribution alimentaire a commencé en août 1998.
3. Les pluies assez bonnes de 1998 ont mis fin à la sécheresse et amélioré la situation alimentaire de la population rurale, et plus spécifiquement des paysans qui possèdent des terres. En milieu urbain, en particulier à Java, la crise économique a aggravé l'insécurité alimentaire. Sur la base des recommandations de diverses missions, le PAM a réorienté son opération d'urgence du secteur rural vers le secteur urbain; il a en outre ajouté à son engagement 69 334 tonnes de riz, d'un coût de 23,20 millions de dollars, pour couvrir les besoins des pauvres des villes.
4. D'après la Banque mondiale, l'économie tend à se redresser depuis quelques mois et l'Indonésie semble sur le point de sortir de la crise. Des indicateurs macro-économiques généraux, à savoir le produit intérieur brut (PIB), les prix alimentaires, le taux de change et les taux d'intérêt, témoignent d'améliorations prometteuses. Grâce principalement à la hausse substantielle des prix des produits pétroliers partout dans le monde, les réserves de devises du pays ont atteint 16 milliards de dollars (fin septembre 1999.) Le taux de change par rapport au dollar est remonté et s'est stabilisé à 7 000 roupies, contre 15 000 roupies il y a un an. Toutefois, si cette stabilisation témoigne de progrès réconfortants, la reprise économique est loin d'être assurée. Le retour de la confiance des investisseurs, qui est le réel moteur de la croissance, dépendra des politiques économiques du nouveau gouvernement et de la stabilité socio-économique. Le montant élevé de la dette extérieure à court terme du secteur privé, dont le service équivaut à 25 pour cent du budget national, continue de poser un problème. Le PIB annuel moyen par habitant est actuellement de 680 dollars, contre plus de 1 000 dollars avant la crise, et seuls les plus optimistes estiment que, si tout va bien, l'économie pourra retrouver son niveau de 1996 en 2005. Selon l'Indicateur du développement humain de 1999, l'Indonésie était 105ème sur 174 pays, soit neuf places plus bas que l'année avant la crise. En l'an 2000, son classement sera encore plus mauvais.



En outre, selon le classement de la FAO, l'Indonésie est un pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV).

Analyse de la situation

5. L'impact social de la crise demeure extrêmement préoccupant; d'après les statistiques récentes, il serait plus complexe et plus hétérogène qu'on ne le croyait. Alors que les effets de la sécheresse s'atténuent, les habitants de Java et des centres urbains ressentent de plus en plus ceux de la crise. Pour la première fois depuis plusieurs années, les personnes pauvres, ou en passe de le devenir, vivant dans les villes sont les plus touchées. Ceux qui sont à l'écart de l'économie structurée ou dont l'activité est liée à la production d'articles exportables ont moins souffert, de même que les habitants des îles périphériques et les millions de pauvres des villes qui ont démarré des activités dans le secteur non structuré.
6. D'après des enquêtes du Bureau central de statistique financées par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en juin 1999, le nombre d'Indonésiens ayant un revenu inférieur au seuil de pauvreté est passé de 22,5 millions en février 1996 à 49,5 millions après la crise, soit une augmentation de 27 millions. Leur ration calorique journalière est inférieure à 1 600 kcal par jour, alors que le minimum recommandé est de 2 100 kcal. D'après les rapports, la pauvreté a augmenté de 144 pour cent dans les centres urbains (108 pour cent dans les zones rurales), et le pourcentage de la population vivant en deçà du seuil de pauvreté à Java est passé de 23 pour cent en 1996 à environ 40 pour cent au début de l'année 1999. Les conséquences de l'insécurité alimentaire sont plus graves dans les villes que dans les campagnes. Premièrement, les citoyens pauvres doivent acheter tous les aliments qu'ils consomment. Deuxièmement, les secteurs les plus touchés, comme la construction et l'industrie, n'ont pour l'instant montré aucun signe de reprise. Troisièmement, les pauvres des villes ont difficilement accès à d'autres sources de vivres et sont à court d'argent car ils ont perdu leur emploi.
7. La crise continue à avoir des effets catastrophiques sur les plans sanitaire et nutritionnel. On craint sérieusement pour l'avenir une baisse du développement intellectuel, due à une mauvaise alimentation durant les premières années de la vie. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) craint que l'Indonésie ne fasse son entrée dans le 21^{ème} siècle avec une génération sacrifiée. L'organisation non gouvernementale (ONG) *Helen Keller International* signale une forte augmentation de l'incidence de la malnutrition, qui tuerait à présent 450 enfants indonésiens d'âge préscolaire par jour, ou 170 000 par an. *Helen Keller International* a publié (août 1999) les résultats d'enquêtes comparant des données sanitaires clés rassemblées avant et après la crise, qui indiquent une forte prévalence des carences en micronutriments et de l'émaciation. L'impact de la crise sur le prix des produits alimentaires est particulièrement marqué en milieu urbain et explique le taux d'émaciation élevé. A Jakarta, plus de 50 pour cent des jeunes enfants auraient un poids insuffisant, la prévalence de l'anémie parmi les enfants est passée de 41 pour cent en 1995 à 85 pour cent après la crise, et les tendances seraient similaires pour les femmes. L'UNICEF et *Helen Keller International* signalent aussi une forte détérioration des services sanitaires imputable à la crise économique.



8. L'augmentation de la prévalence de l'émaciation et de la morbidité est largement attribuée à l'appauvrissement, en qualité et en quantité, des régimes alimentaires, trop pauvres en micronutriments. La flambée des prix et la baisse du pouvoir d'achat sont considérées comme les principales causes de cette situation. Entre juillet 1997 et octobre 1999, la hausse des prix du riz et des autres denrées de base a atteint 208 pour cent (en octobre 1999, le riz valait 2 500 roupies le kilogramme à Jakarta, contre 1 200 roupies en janvier 1997. De ce fait, la consommation de produits alimentaires de base et d'aliments riches en protéines (comme les oeufs et la viande), mais aussi de certains micronutriments, comme le fer, la vitamine A et le zinc, a sensiblement diminué, en particulier dans les villes, où les ménages les plus pauvres ont été les plus durement touchés.
9. Selon la FAO, la production de paddy de 1999 s'élève à 49,5 millions de tonnes et les besoins d'importation de riz pour la campagne de commercialisation de 1999/2000 seraient de l'ordre de trois millions de tonnes. En plus du riz, l'Indonésie importe aussi environ 3,3 millions de tonnes de blé. On prévoit un recul de l'utilisation de blé parce que la crise financière a fait baisser la demande de produits à base de blé, plus coûteux que le riz.
10. Une évaluation des conditions de vie des pauvres, réalisée par le PAM, indique une baisse continue de leur ration alimentaire qui se traduit par une dégradation de l'état nutritionnel. Les pauvres des villes sont dans une situation précaire; l'emploi ne s'est guère amélioré et les vivres restent chers malgré les progrès économiques signalés. L'évaluation sanitaire indique que les plus touchés sont encore les femmes et les enfants. Le manque d'emplois persistant a contraint les ménages à utiliser toute leur épargne, à emprunter et à vendre tout ce qui avait une valeur marchande pour vivre au jour le jour. Le seuil de pauvreté en milieu urbain est établi à 125 000 roupies par mois pour une famille moyenne de cinq personnes. Comme une famille a besoin de plus de 130 000 roupies par mois rien que pour acheter du riz, le salaire minimum ne permet pas de couvrir les besoins alimentaires de base. De nombreuses familles n'envoient plus leurs enfants à l'école et les obligent à chercher un emploi. Il ressort d'une enquête auprès des bénéficiaires des distributions de riz subventionnés du programme *Operasi Pasar Swadaya Masyarakat* (opération de marché à but social) (OPSM-PAM), assisté par le PAM, que les ménages utilisent une part importante de leur épargne d'abord pour acheter de la nourriture, et ensuite pour payer les frais de scolarité de leurs enfants.
11. Le programme de protection sociale du gouvernement fournit une aide très précieuse aux familles pauvres: riz à bas prix, emplois, bourses d'étude pour les enfants. Toutefois, sa couverture est insuffisante et son impact sur les pauvres durement touchés par la crise incertain, en raison des défauts de ciblage et des détournements et pertes. Faute d'une politique de sécurité alimentaire et d'un plan à long terme pour aider les pauvres et les démunis, la protection sociale assurée par le programme gouvernemental reste limitée.
12. Les conflits sociaux, ethniques et politiques qui sévissent à Aceh, à Maluku, dans le Kalimantan occidental et dans d'autres régions continuent de faire de nombreux morts et de contraindre des milliers de personnes à se déplacer. La plupart ne survivent que grâce à l'aide extérieure et à l'assistance humanitaire des institutions bénévoles. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) est estimé à 570 000 (décembre 1999). Beaucoup auront encore besoin d'une assistance humanitaire pendant quelques années et une aide alimentaire d'urgence sera nécessaire.
13. Des évaluations du PAM, des donateurs et des institutions des Nations Unies font état d'une situation encore tendue et de conditions de sécurité précaires entraînant une augmentation du nombre de PDI, en particulier à Aceh et Maluku.



14. L'opération d'urgence en cours fournit actuellement une aide alimentaire à quelque 5,1 millions d'habitants des bidonvilles de Java et de ruraux pauvres; les bénéficiaires se répartissent comme suit:
- 500 000 ménages (2,5 millions de personnes), dans le cadre du programme OPSM-PAM;
 - 237 000 ménages (1,2 million de personnes) dans le cadre de l'assistance aux écoles primaires;
 - 260 000 ménages (1,3 million de personnes) dans le cadre d'activités vivres contre-travail (VCT), en milieu rural et urbain; et
 - 100 000 personnes déplacées dans le Timor occidental et dans d'autres zones.
15. Dans le cadre de la présente intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR), l'aide alimentaire directe du PAM sera à nouveau réduite et ciblée sur les populations vulnérables et sur des activités d'appui au relèvement ou axées sur la recherche de solutions à long terme. Recevront notamment une assistance: i) environ 350 000 PDI, sous forme de rations alimentaires gratuites; ii) 350 000 ménages non enregistrés (1 750 000 personnes) vivant dans la pauvreté absolue dans des bidonvilles à Java, dans le cadre d'opérations spéciales de marché à Jabotabek (Jakarta et ses alentours), Surabaya et Semarang; iii) 300 000 enfants âgés de six à 24 mois souffrant de malnutrition et considérés comme à haut risque, qui recevront des aliments composés produits localement, pour compléter l'aide apportée par l'UNICEF; et iv) le gouvernement, pour la formulation d'une politique et d'une stratégie de sécurité alimentaire.

Politiques et programmes publics de relance

16. Pour atténuer les effets de la crise économique, le gouvernement a lancé une série d'interventions à court terme très coûteuses visant à réformer les politiques et les institutions. Ces efforts sont soutenus par la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BasD) et le Fonds monétaire international (FMI). Les principales interventions en cours sont les suivantes:
- stabilisation du taux de change et des prix et stimulation de la demande intérieure, au moyen d'un ensemble de mesures budgétaires et monétaires;
 - restructuration des banques et des sociétés pour régler le problème des créances irrécouvrables, rétablir des services bancaires efficaces, restaurer la solvabilité des sociétés et remettre en production les actifs;
 - renforcement des institutions et réforme visant à améliorer la gouvernance et à accroître la transparence et l'efficacité; et
 - protection des pauvres et du capital humain.
17. Avec 600 millions de dollars prêtés par la Banque mondiale pour le programme de protection sociale, le gouvernement met en oeuvre diverses activités qui prendront fin en mars 2000. Ce programme, qui vise à protéger les victimes de crise, s'articule autour des quatre activités suivantes.
18. **Amélioration de la sécurité alimentaire.** Le principal objectif est de garantir l'approvisionnement en produits alimentaires de base des segments de la population les plus exposés à l'insécurité alimentaire, en subventionnant directement les prix. Dans le cadre de cette initiative, le gouvernement a introduit le programme *Operasi Pasar Khusus*



(Opération spéciale de marché) (OPK) qui s'adresse à 11,2 millions de ménages pauvres urbains et ruraux. Au titre de ce programme, 20 kilogrammes de riz sont vendus chaque mois à un prix hautement subventionné (1 000 roupies le kilogramme) à certains ménages. Toutefois, au moins un million de ménages pauvres sont exclus de cette opération, en particulier dans la conurbation de Jakarta, la capitale, et dans d'autres grandes villes, en raison de la capacité opérationnelle insuffisante du gouvernement. C'est ce groupe de population qui est actuellement assisté par le programme OPSM-PAM, en collaboration avec 14 ONG.

19. **Création d'emplois productifs.** Le principal enjeu est de créer des créneaux économiques au moyen de travaux à fort coefficient de main d'œuvre qui auront le double effet de créer un pouvoir d'achat pour l'acquisition d'aliments de base et de renforcer les capacités des communautés. L'opération créera 58,2 millions de jours de travail, équivalant à un emploi quotidien pour 500 000 personnes.
20. **Protection de l'accès aux services sociaux de base, en particulier dans les secteurs de l'éducation et de la santé.** Le but est de soutenir les services de santé et d'éducation de base, en les mettant à la portée des populations. Des bourses sont accordées à 4,3 millions d'écoliers dans divers type d'établissements scolaires dans tout le pays.
21. **Développement des petites et moyennes entreprises.** L'objectif est de faciliter la création et le développement de petites et moyennes entreprises et de promouvoir les institutions de type coopératif pour accroître la participation économique des populations.
22. L'actuel programme de protection sociale en cours devrait s'achever en mars 2000. Le nouveau gouvernement se prononcera sur une éventuelle prolongation.

Justification

23. Le PAM prévoit de fournir une aide dans le cadre de l'IPSR pendant 18 mois, à compter d'avril 2000. L'appui du PAM devrait jouer un rôle majeur en corrigeant les carences alimentaires les plus pressantes, en améliorant l'état nutritionnel et la qualité de vie des personnes les plus touchées et en protégeant la capacité de production des pauvres qui souffrent de la faim. Il contribuera à prévenir l'érosion des actifs et une nouvelle dégradation de l'état nutritionnel.
24. Tout en corrigeant les carences alimentaires les plus graves des populations les plus touchées, l'assistance fournie par le PAM au titre du programme OPSM-PAM devrait servir de modèle au gouvernement pour maintenir un programme de protection sociale ciblé, en coopération avec la société civile, en garantissant un meilleur ciblage et une transparence accrue des opérations futures.
25. La politique de sécurité alimentaire qui sera élaborée servira de guide au gouvernement pour continuer à protéger les pauvres qui ont faim, une fois que l'intervention du PAM sera terminée.
26. La distribution de micronutriments et d'aliments composés produits dans le pays, complétée par des services d'éducation nutritionnelle, fournira aliments d'appoint et aidera les mères à mieux comprendre les besoins nutritionnels et à adapter leurs menus en conséquence. Les activités de développement communautaire financées par les ventes de riz du programme OPSM-PAM permettront de créer des emplois rémunérateurs et favoriseront l'accroissement des revenus. L'appui du PAM à la production locale d'aliments composés devrait garantir la disponibilité de tels aliments à des prix très compétitifs, accessibles aux plus pauvres.



27. La combinaison de ces efforts permettra de combattre le problème aigu de la malnutrition et contribuera à améliorer la sécurité alimentaire des bénéficiaires.

STRATEGIE DE REDRESSEMENT

Besoins des bénéficiaires

28. Pour les citoyens pauvres frappés de plein fouet par la crise économique, les problèmes les plus préoccupants sont la perte de leur emploi et l'absence persistante d'autres sources de revenu. Les prix des produits alimentaires restent élevés et la majorité des pauvres n'ont pas les moyens de diversifier leurs menus. Leur principal souci est de trouver de quoi acheter du riz, d'où la recrudescence des maladies d'origine nutritionnelle dues à la diminution de la consommation et à la réduction des autres dépenses, notamment des dépenses de santé et d'éducation. La plupart des pauvres souhaitent donc avoir du riz meilleur marché et un emploi pour satisfaire leurs besoins essentiels.

Le rôle de l'aide alimentaire

29. L'objectif de l'aide du PAM est de répondre à un besoin de consommation urgent, d'aider à rétablir l'autosuffisance, de restaurer des mécanismes de survie efficaces et de maintenir des capacités pour les populations des bidonvilles touchées par la crise. Elle devrait aussi être utile pour conserver les actifs communautaires, diversifier les compétences et créer des emplois. Par ailleurs, elle devrait atténuer les problèmes nutritionnels en améliorant les connaissances en matière de nutrition et développer la production et la commercialisation locales d'aliments composés. En ce qui concerne les politiques de sécurité alimentaire, l'aide du PAM sera utilisée pour coordonner les ressources de la communauté internationale et du gouvernement de façon à cibler l'aide sur les pauvres. L'assistance aux PDI à Ambon, à Aceh, dans le Kalimantan occidental, au Timor occidental et ailleurs, sera purement humanitaire: il s'agira de sauver des vies humaines.

Les approches de l'intervention

30. L'aide alimentaire du PAM en faveur des pauvres des villes sera réservée à l'île de Java, où vivent 60 pour cent des habitants du pays (la population totale de l'Indonésie s'élève à 210 millions d'habitants), car ces pauvres sont considérés comme les plus durement touchés par la crise. L'aide du PAM, qui garantit un ciblage efficace et la pleine transparence des opérations, sera distribuée aux pauvres dans des bidonvilles et dans des zones semi-urbaines, dans la région de Jabotabek, à Surabaya et à Semarang. Plus de 75 pour cent des bénéficiaires seront des femmes et des enfants.

Evaluation des risques

31. Plusieurs facteurs clés conditionnent l'exécution du projet et la réalisation des objectifs à long terme de l'IPSR, notamment:
- Il est essentiel que les apports du gouvernement relatifs au transport terrestre, à l'entreposage et à la manutention (TTEM) soient fournis en temps utile, car tout retard dans le déblocage des contributions du gouvernement pourrait retarder l'exécution du projet.



- Le succès du projet dépendra pour beaucoup des capacités de gestion des ONG, qui sont actives en Indonésie depuis relativement peu de temps.
- La sécurité alimentaire doit être une priorité dans le plan de développement du gouvernement.
- Les donateurs pourraient hésiter à fournir une aide alimentaire à l'Indonésie, qui est déjà en phase de redressement.

Buts et objectifs

32. L'objectif global du PAM est d'empêcher que les pénuries alimentaires ne dégénèrent en famine pour certaines couches de la population. Les quatre objectifs plus spécifiques de l'aide du PAM seront les suivants:

- Fournir des aliments **pour satisfaire les besoins de consommation les plus pressants** des populations vulnérables les plus touchées par la crise économique et éviter la réapparition de la faim héréditaire dans les villes de Jabotabek, Surabaya et Semarang.
- Fournir une **aide alimentaire humanitaire** aux PDI et aux populations déplacées touchées par le conflit politique et social en cours.
- Contribuer à **réduire** l'incidence de la malnutrition parmi les enfants de six à 24 mois à Jabotabek, Surabaya et Semarang.
- **Défendre la cause** des pauvres qui souffrent de la faim en aidant le gouvernement à formuler une politique et une stratégie de sécurité alimentaire.

33. Les activités proposées faciliteront la réalisation des objectifs du PAM, qui sont de sauver des vies dans des situations d'urgence, d'améliorer le niveau nutritionnel et la qualité de vie des groupes vulnérables à des moments critiques de leur vie, de permettre aux pauvres de réaliser leurs potentialités et de promouvoir l'autosuffisance.

PLAN D'EXECUTION

Composantes clés du programme

34. L'aide du PAM comprendra les activités suivantes:

Opération de marché à but social (OPSM-PAM)

35. Du riz sera vendu à des pauvres des villes de l'île Java, sélectionnés parmi les plus touchés. Cette activité sera mise en oeuvre à Jabotebeck, Surabaya et Semarang, au profit de 350 000 ménages touchés par la crise économique et ayant un revenu mensuel inférieur à 175 000 roupies (25 dollars, au taux de change actuel); les ménages exposés à l'insécurité alimentaire et consommant moins de 1 600 kcal par jour bénéficieront de cette opération. Chaque bénéficiaire recevra une carte d'alimentation portant des informations (périodiquement révisées) sur sa situation familiale et le revenu du ménage; les bénéficiaires dont les revenus augmenteront et dépasseront le montant de référence perdront tout droit à l'opération.
36. L'aide du PAM sera réservée aux ménages satisfaisant à l'un des critères ci-après:



- ménages dont le principal soutien de famille a perdu son travail du fait de la politique d'austérité générale, et n'a toujours pas trouvé d'autre emploi;
 - ménages dans l'impossibilité de consommer au moins deux repas par jour;
 - ménages dans l'impossibilité de consommer des aliments riches en protéines au moins une fois par semaine;
 - ménages n'ayant pas les moyens de payer les frais de scolarité de leurs enfants à l'école primaire;
 - ménages n'ayant plus les moyens de payer les traitements médicaux de base prescrits par les agents sanitaires;
 - ménages ne recevant d'aide dans le cadre d'aucun programme public de protection sociale.
37. La priorité sera donnée aux familles ayant des enfants en état de malnutrition avancée et aux ménages dirigés par des femmes.
38. Les bénéficiaires pourront acheter du riz au prix de 1 000 roupies le kilogramme (soit une subvention estimée à environ 60 pour cent du prix pratiqué sur le marché, en octobre 1999), dans la limite de cinq kilogrammes par semaine et par ménage, ou de 20 kilogrammes par mois et par ménage. Environ cinq pour cent des ressources totales relevant de cette activité peuvent être allouées à la fourniture d'aliments gratuits ou à des activités VCT en faveur de ménages vivant dans la misère totale. Les recettes serviront à alimenter un fonds d'affectation spéciale géré par le PAM qui sera utilisé pendant la durée du projet, en partie pour soutenir des activités d'éducation nutritionnelle et de développement communautaire visant à renforcer l'organisation des communautés et à accroître les revenus et l'autosuffisance à long terme, et en partie pour acheter du riz, selon des modalités décrites en détail dans la lettre d'entente.
39. Cette activité sera exécutée par des ONG; celles-ci sélectionneront les bénéficiaires au moyen d'enquêtes porte-à-porte, assureront la logistique de l'aide alimentaire, administreront les ventes de riz et d'aliments composés, en garantissant la transparence des opérations et organiseront des activités d'éducation nutritionnelle et de développement communautaire. Le PAM leur fournira en permanence des services de formation et de gestion.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)

40. Dans le cadre du système coordonné d'assistance aux PDI, les ONG et le gouvernement enregistreront systématiquement les bénéficiaires et une aide alimentaire ou d'une autre nature sera fournie aux groupes de personnes déplacées. Ceux qui vivent dans des camps et qui survivent grâce à une aide extérieure recevront du riz à raison de 12 kilogrammes par personne et par mois, en complément d'autres types d'aide émanant du gouvernement ou d'ONG, par exemple sous forme d'huile et de légumineuses ou d'espèces, comme dans l'opération en cours. Les PDI, dont le nombre varie de jour en jour, auront besoin d'une aide alimentaire tant qu'elles ne seront pas réinstallées, ce qui pourra prendre de trois à 18 mois. L'opération sera coordonnée par le Ministère de l'aide sociale et de la lutte contre la pauvreté, et sera exécutée en coopération avec des ONG.
41. Le riz fourni par le PAM sera mis à la disposition des ONG à l'entrepôt de l'Organisme national de logistique (BULOG) le plus proche; les ONG transporteront le riz jusqu'aux points de livraison finaux pour le distribuer aux bénéficiaires. Le coût des opérations du



BULOG sera pris en charge par le gouvernement au titre de sa contribution au projet. Les dépenses de transport intérieur (des entrepôts aux camps) et de distribution, actuellement estimées à 14 dollars la tonne, seront payées par le PAM.

Programme de nutrition: fourniture et production d'aliments composés

42. En même temps que le riz, des vitamines et des aliments composés enrichis de minéraux seront distribués pour un prix modique pendant six mois au maximum aux ménages ayant des enfants de six à 24 mois souffrant de malnutrition modérée ou grave (60 à 80 pour cent du rapport poids-taille) ou à risque. Parallèlement, les mères recevront une éducation nutritionnelle et pourront participer à des programmes générateurs de revenus dans le cadre d'activités de développement communautaire. On estime que ce programme aidera 100 000 enfants pendant chaque période de six mois, soit au total 300 000 enfants pendant toute la durée du projet.
43. Le PAM fournira une assistance technique à un petit nombre d'usines locales sélectionnées pour promouvoir la production locale d'aliments composés à un prix compétitif et accessible aux groupes à faible revenu.

Politique de sécurité alimentaire

44. En coopération et en coordination avec des donateurs bilatéraux, avec la Banque mondiale et avec d'autres organisations intéressées comme la FAO, l'UNICEF et *Helen Keller International*, le PAM aidera le gouvernement à élaborer une politique et une stratégie de sécurité alimentaire définissant les grandes lignes des opérations futures. Une équipe spéciale, constituée de membres du groupe interministériel représentant le Ministère de l'aide sociale et de la lutte contre la pauvreté, l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale et des donateurs bilatéraux, en peaufinera les détails. L'Equipe spéciale se penchera sur les trois aspects essentiels de la sécurité alimentaire, à savoir l'accès, la disponibilité et la nutrition, et s'attachera plus particulièrement à la solution des problèmes d'insécurité alimentaire et à la protection des groupes vulnérables.

Les bénéficiaires, les besoins et l'assortiment alimentaire

45. Le projet s'adresse à 2,4 millions de bénéficiaires, dont plus de 75 pour cent de femmes et d'enfants. Les principaux bénéficiaires de l'aide du PAM seront des personnes extrêmement pauvres touchées par la crise économique, qui n'ont pas de source de revenu régulière, ou gagnent moins de 175 000 roupies (environ 25 dollars) par mois, ou consomment moins de 1 600 kcal par jour. Ces personnes vivent depuis des années clandestinement dans les bidonvilles de Jakarta, Surabaya et Semarang; les autorités municipales les ignorent; elles n'ont pas droit à l'assistance du gouvernement et ne peuvent pas payer immédiatement les 20 000 roupies nécessaires pour participer au programme OPSM-PAM.
46. Le riz est l'aliment de base des Indonésiens. C'est la seule denrée que le gouvernement puisse distribuer, compte tenu de ses moyens logistiques et de ses stocks de réserve.

Sélection des activités

47. Les activités proposées dans le cadre du programme du PAM ont été déterminées à l'issue de consultations entre le gouvernement, les donateurs, le PAM, la Banque mondiale, des organismes des Nations Unies et des ONG. De solides partenariats sont prévus pour atténuer, au plus vite et pour longtemps, les effets négatifs de la crise économique.



48. Les zones d'intervention sont et seront sélectionnées sur la base des données sur la pauvreté ressortant d'une évaluation de la vulnérabilité effectuée par le gouvernement, et des activités d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) du PAM.
49. Les activités de développement communautaire à financer sur les recettes du programme OPSM-PAM seront sélectionnées en fonction de leur impact sur la sécurité alimentaire des ménages pauvres, en particulier des femmes.

Mécanisme d'approbation des activités

50. Un comité de travail, composé de représentants du PAM, du Ministère de l'aide sociale et de la lutte contre la pauvreté et d'une poignée d'ONG sélectionnées, examinera les propositions de projet soumises par les ONG et fera des recommandations au comité de gestion conjoint Ministère/PAM, pour l'approbation et le financement des activités de développement communautaire. Un comité d'aide alimentaire, composé de cinq à huit membres, suivant le nombre de bénéficiaires desservis, sera établi dans chaque village. Le comité comprendra un dirigeant de la communauté (officiel ou officieux) et des membres des deux sexes (75 pour cent de femmes et 25 pour cent d'hommes) choisis parmi les bénéficiaires. Ce comité sera chargé de superviser l'exécution du projet, de surveiller les ventes de riz et les distributions d'aliments composés et d'aider les ONG à identifier des activités de développement communautaire. Cet arrangement, d'ores et déjà adopté dans l'opération d'urgence en cours, s'est avéré très efficace pour accroître la participation des bénéficiaires, mais aussi pour identifier et exécuter les projets, et pour associer plus étroitement les femmes à leur gestion. Les ONG seront chargées d'établir les comités et d'assurer leur bon fonctionnement. Les comités se réuniront une fois par mois pour répondre aux questions des bénéficiaires, examiner les conclusions du suivi, affiner le ciblage et discuter d'autres aspects de l'exécution du projet.

Arrangements institutionnels et sélection des partenaires

51. En tant que principal responsable des mesures de protection sociale et d'atténuation de la pauvreté, le Ministère de l'aide sociale et de la lutte contre la pauvreté assurera la liaison entre le PAM et le gouvernement pour les questions de politique générale et la gestion du projet.
52. L'Organisme national de planification du développement (BAPPENAS) sera responsable de la coordination interministérielle et de la contribution du gouvernement au projet. Le Ministère de la santé donnera des directives générales concernant les problèmes sanitaires et nutritionnels et fournira une assistance pour la production locale d'aliments composés. Compte tenu des moyens insuffisants du gouvernement et des contraintes qui limitent ses opérations, les ONG joueront un rôle clé dans l'exécution du projet. Le PAM et le gouvernement sélectionneront ensemble les ONG, et celles qui auront été choisies seront responsables de la sélection des bénéficiaires et de la gestion des ressources du projet, de leur distribution aux bénéficiaires et de l'établissement des rapports au PAM. L'Unité de gestion du projet (UGP) et le PAM leur fourniront un appui majeur pour l'exécution et le suivi du projet. Le BULOG sera responsable, au nom du gouvernement, de la logistique des produits alimentaires; en particulier, il réceptionnera les produits et en assurera l'entreposage et la manutention à l'intérieur du pays.
53. Les partenaires d'exécution pour l'IPSR seront sélectionnés parmi les ONG qui collaborent actuellement avec le PAM à l'exécution de projets dans le cadre de l'opération d'urgence et qui ont fait la preuve de leur efficacité. Comme pour l'opération en cours,



elles signeront des accords standards. Les directives opérationnelles actuelles seront revues avant le démarrage de l'IPSR à la lumière de l'expérience acquise.

54. Le PAM a consacré d'importants efforts à la formation du personnel des ONG et au renforcement de leurs capacités d'exécution. Les pertes de l'opération OPSM-PAM ont ainsi pu être maintenues à un niveau très bas, de l'ordre de 0,3 pour cent. Certaines ONG ont du personnel qualifié dans le domaine du développement communautaire et ont fait preuve d'une grande efficacité en ce qui concerne la participation des communautés, le ciblage des bénéficiaires et la distribution ordonnée des ressources du projet, dans de bonnes conditions de transparence.
55. Le PAM a conclu un accord avec *Helen Keller International*, qui appuiera les ONG en renforçant leurs compétences et leurs capacités pour l'exécution des activités d'éducation nutritionnelle et le suivi de l'impact du programme de production d'aliments composés sur les groupes cibles.
56. L'UGP rattachée au Ministère de l'aide sociale et de la lutte contre la pauvreté sera chargée de coordonner l'exécution du projet. Le ministère mettra à sa disposition du personnel qualifié pour assurer comme il convient la coordination, le suivi et l'établissement des rapports.
57. Un comité présidé par le Secrétaire général du ministère et composé de représentants du PAM, de BAPPENAS, du BULOG, du Ministère de la santé et de certaines ONG examinera chaque trimestre l'état d'avancement du projet et son impact.
58. Le gouvernement s'est fermement engagé à couvrir toutes les dépenses nécessaires pour réceptionner les produits alimentaires fournis par le PAM et assurer leur manutention et leur transport jusqu'aux entrepôts du BULOG, ainsi que les dépenses de personnel et de soutien administratif. Le gouvernement, sachant que les ONG sont particulièrement bien placées pour exécuter les activités assistées par le PAM, a promis de coopérer pleinement avec elles. Il compte mettre au point, dans le contexte de sa politique de sécurité alimentaire, un programme de protection sociale pour aider les groupes vulnérables après le retrait du PAM.
59. D'importantes consultations ont eu lieu à Jakarta avec des représentants des principaux donateurs d'aide alimentaire au sujet de la poursuite du programme du PAM. Les donateurs se sont déclarés préoccupés par la précarité de la sécurité alimentaire dans les centres urbains et par la persistance des problèmes humanitaires parmi les PDI, et ils ont confirmé leur volonté de continuer à soutenir l'opération du PAM.
60. Le PAM entretient d'étroites relations de travail avec la Banque mondiale, divers organismes des Nations Unies comme le PNUD, l'UNICEF, la FAO et l'Organisation internationale du travail (OIT) ainsi qu'avec des ONG internationales. L'aide du PAM va dans le droit fil des priorités de l'UNICEF—à savoir les problèmes des femmes et des enfants—et du programme de protection sociale soutenu par la Banque mondiale et les complète utilement.
61. Dans le cadre de leur assistance, la BasD, la Banque mondiale et l'UNICEF ont pris l'engagement de soutenir et de promouvoir la production locale d'aliments composés et d'acheter des denrées sur place, tandis que le PAM aidera à accroître les capacités locales. La Banque mondiale et la BasD importent actuellement pour leurs projets des aliments composés à des prix plusieurs fois plus élevés que ce que pourraient coûter des aliments de ce type produits dans le pays.



62. Le PAM continuera de travailler en liaison étroite avec l'UNICEF et *Helen Keller International* pour établir des directives opérationnelles standard sur les questions touchant à la nutrition, suivre l'impact de l'aide du PAM et améliorer le ciblage.

RENFORCEMENT DES CAPACITES

63. Le gouvernement compte introduire une nouvelle politique de sécurité alimentaire, qui sera décisive pour répondre aux besoins des pauvres pendant les périodes de crise. Les bénéficiaires de l'aide du PAM devraient acquérir de saines notions de nutrition et accéder à des activités rémunératrices. Une nouvelle capacité de production d'aliments composés sera créée dans le pays et le prix de ces aliments produits sur place tombera à moins de 400 dollars/tonne (au lieu de 900 dollars/tonne).
64. Grâce au gros effort de formation entrepris par le PAM, les ONG renforceront leurs capacités d'exécution des projets et les interventions d'urgence seront plus efficaces à l'avenir. Les communautés seront mieux armées pour faire face aux crises futures.

SERVICES LOGISTIQUES

65. Le PAM mettra les produits alimentaires à la disposition du gouvernement à des points de livraison convenus en tenant compte des contraintes logistiques externes, de manière à pouvoir acheminer le plus économiquement possible l'aide alimentaire jusqu'aux groupes cibles, une fois qu'elle sera entrée dans le pays. Les céréales seront débarquées à Jakarta et Surabaya et les aliments composés proviendront des nouvelles usines de Jakarta, de Surabaya et de Semarang.
66. Le BULOG sera chargé de réceptionner le riz livré dans le cadre de l'IPSR et de transporter les produits alimentaires du port d'entrée jusqu'aux points de livraison dans les districts et sous-districts, en fonction des besoins du projet, assurant aussi la manutention et l'entreposage nécessaires. Ses frais seront remboursés par le gouvernement.
67. Le riz fourni par le PAM, dont la qualité sera conforme à la norme minimale nationale (riz blanc longs grains 25 pour cent de brisures) sera mélangé au stock national; le BULOG mettra ensuite à disposition la même quantité de riz de qualité équivalente dans les entrepôts de district les plus proches des lieux de distribution. Lorsque du riz non conforme à la norme nationale sera fourni, puis mélangé avec le stock national, le PAM et le gouvernement conviendront d'un taux d'échange équitable, n'occasionnant ni gain, ni perte.

SUIVI ET EVALUATION

68. Le projet sera suivi et supervisé par l'UGP du Ministère de l'aide sociale et de la lutte contre la pauvreté, et par le PAM. Ce dernier a établi un système efficace de suivi qui permettra d'obtenir des rapports hebdomadaires à jour sur les apports et les résultats et sur d'autres indicateurs clés ainsi que sur l'impact global de l'opération sur les bénéficiaires. Plusieurs contrôleurs et conseillers internationaux du PAM inspecteront systématiquement tous les centres de distribution, surveilleront les opérations et conseilleront ou appuieront les ONG pour l'exécution du projet. Alors qu'au départ les ONG opérant en Indonésie



étaient considérées comme relativement nouvelles et inexpérimentées, l'opération en cours a démontré qu'elles avaient de grandes capacités pour l'aide humanitaire et l'amélioration de la sécurité alimentaire.

69. L'impact de l'aide fournie par le PAM dans le cadre des différentes activités sera évalué avec le concours d'*Helen Keller International* et de consultants indépendants.
70. Le ciblage sera guidé par des informations sur la vulnérabilité—notamment des données sur la pauvreté ventilées par village—disponibles au Bureau central de statistique et au PAM. Divers indicateurs clés, tels qu'emploi, poids corporel, consommation de micronutriments et morbidité, seront suivis régulièrement avec le concours de *Helen Keller International* afin de mettre à jour les données pour améliorer le ciblage.
71. A intervalles réguliers, des fonctionnaires du PAM se rendront sur les lieux de distribution et contrôleront diverses données—activités productives, données ventilées par sexe, revenus, prix alimentaires et habitudes de consommation. Ils vérifieront également le nombre effectif de bénéficiaires, l'exactitude des rapports, etc., et donneront aux ONG et aux communautés des conseils sur l'exécution du projet. Des aides-mémoire et divers modèles de rapports ont été établis pour la collecte et l'analyse des données à insérer dans les rapports périodiques.
72. Des rapports périodiques rendront compte des aliments utilisés, des bénéficiaires ventilés par activité et par sexe, des recettes et des diverses activités de développement communautaire soutenues par le PAM. Une base de données de référence sur les bénéficiaires, ventilée par zone et par ONG, sera tenue et comparée avec les informations collectées.

MESURES DE SECURITE

73. A Jakarta, Surabaya et Semarang, les conditions de sécurité sont normales. En revanche, dans les zones où des conflits politiques et ethniques font rage, par exemple à Nusa Tenggara Timur, Maluku, Aceh et Kalimantan, les conditions de sécurité restent instables, avec une situation tour à tour normale ou très dangereuse, et depuis quelque temps, on y signale de plus en plus d'épisodes de violence, de massacres de civils et de menaces contre le personnel humanitaire. A plusieurs reprises, les ONG ont évacué leur personnel vers des zones plus sûres. Actuellement, des agents du PAM travaillent dans les zones peu sûres de Kupang et d'Atambua. Toutes les tournées dans des endroits où la sécurité n'est pas assurée et toutes les affectations de personnel du PAM obéiront aux directives de sécurité des Nations Unies, qui seront régulièrement revues et mises à jour.

STRATEGIE DE RETRAIT

74. L'aide du PAM est programmée pour 18 mois. A la fin de cette période, on prévoit que la situation économique se sera améliorée, que de nouveaux emplois auront été créés et que l'accès à la nourriture sera facilité. En outre, avec sa nouvelle politique de sécurité alimentaire, le gouvernement devrait être mieux à même d'aider les pauvres des villes qui sont actuellement exclus de son programme de protection sociale. Le projet devrait également renforcer l'autosuffisance et améliorer les capacités des communautés grâce aux activités de développement communautaire et de création de revenu.



75. On espère que le problème des PDI se résoudra rapidement, à mesure que s'améliorera la situation économique. La relance de l'économie et la réduction de l'aide humanitaire rendront moins nécessaire le rôle de coordination et de conseil du PAM pour l'aide alimentaire humanitaire. Les interventions de protection sociale s'inscriront dans la politique de sécurité alimentaire du gouvernement et seront financées sur le budget national.

MECANISME DE PLANIFICATION PREVISIONNELLE

76. Le ministère responsable a déjà pris des dispositions administratives avec BAPPENAS pour prolonger le financement de l'opération d'urgence jusqu'en juin 2000 et garantir la contribution de contrepartie à l'IPSR pour le prochain exercice budgétaire, à partir d'avril 2000. Cela signifie que, dans le pire des cas, l'opération OPSM-PAM pourrait être poursuivie jusqu'à la fin de juin 2000 dans le cadre de l'opération d'urgence en cours et que l'IPSR pourrait démarrer en juillet 2000.
77. En cas d'augmentation soudaine du nombre de PDI, le riz disponible pour le programme OPSM-PAM pourrait être débloqué à l'avance et une nouvelle opération d'urgence pourrait être proposée pour couvrir les besoins additionnels des PDI. Inversement, si le nombre des PDI diminue, le riz et les aliments composés seront réorientés vers d'autres interventions visant à appuyer de nouvelles activités principalement conçues en faveur de femmes.
78. Les fonds fournis par le PAM pour le transport intérieur, l'entreposage et la manutention (TIEM), dans le cadre de sa contribution à l'opération en faveur des PDI, permettront de livrer aux ONG du riz à distribuer immédiatement à la population déplacée.

PROBLEMATIQUE HOMMES-FEMMES

79. Les activités ayant pour bénéficiaires des femmes tiennent une place prépondérante dans l'assistance proposée par le PAM; environ 90 pour cent des personnes qui recevront le riz du PAM dans les centres urbains, seront des femmes. Tous les bénéficiaires auront des cartes d'alimentation. Les fonds alloués au développement communautaire seront spécifiquement ciblés sur des femmes. Les aliments composés seront distribués à des enfants de six à 24 mois souffrant de malnutrition et considérés comme à risque. Les cours d'éducation nutritionnelle s'adresseront spécifiquement aux mères ayant des enfants atteints de malnutrition—d'après les statistiques actuelles, environ 60 pour cent des enfants atteints de malnutrition ou à risque sont des filles. Les PDI des deux sexes recevront des rations alimentaires. Globalement, environ 75 pour cent des bénéficiaires seront des femmes et des enfants. La politique de sécurité alimentaire fait une place importante au rôle des femmes dans la sécurité alimentaire des ménages.
80. Au niveau des communautés, des comités comprenant 75 pour cent de femmes seront chargés d'identifier les activités qui bénéficieront d'une assistance du PAM et de soutenir l'exécution du projet. Des femmes occupent des postes de direction ou autres dans les ONG qui collaboreront avec le PAM. Le PAM continuera à appuyer la formation du personnel des ONG et des membres du Comité d'aide alimentaire (CAA), en mettant l'accent sur la problématique hommes-femmes et sur les qualités de chef (en particulier pour les femmes membres du CAA) sous la direction d'un spécialiste à plein temps. Des données ventilées par sexe sur les bénéficiaires et sur l'allocation des ressources seront



rassemblées. Les lettres d'entente entre le PAM et les ONG comprendront des dispositions détaillées reflétant l'engagement global du PAM envers les femmes.

BUDGET PROPOSE ET APPORTS NECESSAIRES

Besoins d'aide alimentaire

81. Des données sur les produits alimentaires requis pour l'IPSR figurent dans le tableau ci-après:

Activité	Riz* (tonnes)	Aliments composés (tonnes)
OPSM-PAM	126 000	5 400
PDI	37 500	1 950
Total	163 500	7 350

* Le riz pourra être remplacé par du blé, dans le cadre d'échanges locaux n'occasionnant ni gain ni perte.

Dotation en personnel

82. Le PAM fournira les services de fonctionnaires résidents recrutés sur le plan international, de personnel national, et de missions de consultants pour aider et conseiller le gouvernement et les organismes d'exécution, au niveau central à Jakarta et dans les provinces, pour tout ce qui concerne la planification, l'exécution et la gestion globale de l'intervention. Tout le personnel du PAM et tous les autres coûts d'appui seront pris en charge au titre des coûts d'appui directs. Les besoins en personnel sont décrits en détail sous la rubrique coûts d'appui directs de l'annexe II.

Apports non alimentaires

83. Les apports non alimentaires nécessaires au projet seront mobilisés auprès de donateurs bilatéraux et d'organismes des Nations Unies, dans le cadre d'accords de partage des coûts.

Assistance technique

84. Des crédits budgétaires suffisants ont été alloués pour financer l'assistance technique requise pour soutenir l'intervention de façon à atteindre les objectifs.

Provision pour imprévus

85. Des provisions pour imprévus sont inscrites au budget en prévision d'éventuelles augmentations des dépenses de personnel ou autres.

RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXECUTIF

86. Le Directeur exécutif recommande au Conseil d'administration d'approuver l'IPRS, dans la limite du budget figurant dans les annexes.





ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET

	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne (dollars)	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits ¹			
– Riz	163 500	257,52	42 105 000
– Aliments composés	7 350	304,08	2 235 000
Total produits	170 850		44 340 000
Transport extérieur		53,152	9 081 153
TIEM (pour 39 450 tonnes seulement)		14	552 300
Autres coûts opérationnels directs			13 000
Total partiel, coûts opérationnels directs			53 986 453
B. Coûts d'appui directs (voir annexe II pour plus de détails)			3 593 720
C. Coûts d'appui indirects (7,8 pour cent du total des coûts directs)			4 491 253
COÛT TOTAL POUR LE PAM			62 071 426

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet comme à tous les projets assistés par le PAM peuvent varier au cours du temps en fonction des disponibilités du PAM et du marché intérieur des pays bénéficiaires.



ANNEXE II**BESOINS DIRECTS NÉCESSAIRES (*dollars*)**

Dépenses de personnel	
Personnel international	2 151 683
Fonctionnaires nationaux	114 000
Consultants internationaux et SSA	88 460
Personnel local et temporaire	439 500
Heures supplémentaires	2 700
Total partiel	2 796 343
Services d'appui technique et formation	
Suivi et évaluation du projet	58 195
Total partiel	58 195
Voyages et indemnités journalières de subsistance	
Déplacements internationaux	22 222
Coût forfaitaire de voyage	26 570
Déplacements intérieurs	148 160
Voyages de la contrepartie	16 000
Total partiel	212 952
Dépenses de bureau	
Location des locaux	235 440
Services collectifs	5 400
Communications	100 800
Quotidiens et périodiques	4 500
Fournitures de bureau	34 240
Réparation et entretien du matériel	12 000
Frais de représentation	2 500
Frais bancaires	4 500
Total partiel	399 380
Véhicules	
Entretien et carburant	42 400
Total partiel	42 400
Matériel	
Matériel de communication	2 000
Équipement informatique	3 000
Mobilier et matériel	2 000
Total partiel	7 000
Autres	
Activités de plaidoyer	18 000
Sécurité (FSO)	30 000
Sécurité—personnel international	24 450
Expédition de marchandises aux bureaux auxiliaires	5 000
Total partiel	77 450
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	3 593 720

